

## Introduction

# Gilets jaunes ou gilets de sauvetage pour société liquide ?

On ne peut, à l'instant de commencer à « écrire sur les Gilets jaunes », qu'être saisi d'une certaine appréhension. Il n'est certes pas exceptionnel pour les sciences humaines d'être confrontées à un mouvement social de grande ampleur dont l'évolution semble déjouer les pronostics, que personne n'avait vu venir et dont personne ne peut prédire les effets à moyen terme. Mais ce mouvement-ci trouble particulièrement : il échappe à toute forme d'appréhension politique, il bouscule les modélisations sociologiques, il déjoue les cadrages journalistiques... Il échappe au pouvoir d'État qui ne parvient ni à le contenir ni à le réguler, comme il échappe aux acteurs politiques qui seraient tentés de le « récupérer ». De quelque point de vue que l'on se place, les Gilets jaunes sont *insaisissables*.

Chacun sent pourtant bien que se sont jouées à travers ce mouvement des choses assez fondamentales : rien de moins que, par exemple, le consentement aux inégalités sociales, le mode de répartition des efforts en vue de la transition écologique, le type d'organisation démocratique... C'est le *système* tout entier qui s'est trouvé interrogé, dans ses dimensions politiques (la V<sup>e</sup> République présidentialisée), économique (croissance et consommation), étatique (l'État-providence), et territoriale (métropolisation). Comme si le contrat social qui avait inspiré les générations précédentes s'était brisé.

Le mouvement des Gilets jaunes désarçonne les chercheurs en sciences sociales parce qu'il « déstabilise les routines analytiques » (Lefebvre, 2019b, p. 154). S'inscrivant en opposition radicale au système institutionnel, il déjoue les catégories savantes qui permettent habituellement de rendre compte de celui-ci. Le lexique de la science politique a certes l'ambition de permettre des montées en généralité qui le distinguent en principe d'un journalisme politique rivé à l'actualité dont il traite. Mais ce lexique savant est aussi l'héritier d'un certain état du champ politique. Il traduit la force des institutions, leur centralité, leur capacité à réguler le jeu politique. Même sur le terrain des mouvements sociaux, la science politique s'est habituée à repérer des institutions, des rituels, des stratégies collectives, des rôles sociaux, des cultures partisanses... Cette grammaire est-elle encore pertinente?

On désigne les Gilets jaunes par le terme de *mouvement*. Soit. Mais où sont les syndicats et les partis politiques? Qui en sont les porte-parole? Où se situe-t-il sur l'axe droite-gauche? C'est toute notre grammaire politique qui se trouve de la sorte interrogée et (peut-être) bousculée. On rejoint ici Laurent Jeanpierre lorsqu'il constate que « le mouvement a défié les classements » (2019, p. 179) ou que les sciences sociales, « sans qu'elles le reconnaissent toujours [...] », sont mises à mal par la conjoncture politique actuelle » (p. 179); et cet auteur de proposer d'opérer un renversement consistant à « interroger le sens commun des chercheurs avant de remettre en cause les croyances des protagonistes » (p. 13).

#### UNE MÉTHODE : LA PRESSE ÉCRITE COMME SOURCE

On commence à peine à entrevoir les premiers résultats d'enquêtes empiriques portant sur les acteurs de ce mouvement. Qui sont les Gilets jaunes? D'où viennent-ils? Comment les mécontentements se sont-ils agrégés? Comment les actions ont-elles été conduites? Quelles stratégies, quelles gratifications,

quelles revendications ? La liste des questions est impressionnante, d'autant que l'inscription du mouvement dans la durée, au même titre que son inscription territoriale multiple, invitent à la prudence. On imagine volontiers des configurations et des profils différents d'une région à l'autre, d'une période à l'autre... La sociologie parviendra-t-elle, à partir d'enquêtes de terrain menées au plus près des intéressés, à opérer les classifications et à dresser les idéaux-types qui permettraient de savoir ce que sont les Gilets jaunes, et même pourquoi pas qui ils sont<sup>1</sup> ? Notre ambition est ici d'un autre ordre : elle consiste à tenter de penser ce mouvement à partir de sa médiatisation dans la presse écrite, c'est-à-dire à partir des discours qui tout à la fois le rendent visible, lui font écho, le font exister, le mettent en mots, en images, en récit... Une telle ambition pose évidemment la question, particulièrement redoutable ici, du lien qui unit un mouvement social et sa médiatisation. Que signifie exactement : étudier un mouvement social à partir de sa médiatisation ?

On ne peut, s'agissant des Gilets jaunes, s'en tenir à l'équation simple qui distinguerait avec netteté le mouvement en lui-même de sa médiatisation. Cette distinction peut sans doute sembler pertinente au niveau du débat politique, lorsqu'il s'agira de dire si les médias *déforment* ou non la réalité du mouvement, s'ils en donnent une vision sympathique ou antipathique. Elle fait sens pour les acteurs eux-mêmes, qui peuvent avoir le sentiment d'être *trahis* (ou au contraire *entendus*) par les médias, de même qu'elle fait

---

1. Quelques collectifs de chercheurs se sont mobilisés à chaud pour saisir au plus près et en direct le mouvement. On évoquera principalement le collectif né à Sciences Po Bordeaux autour de Camille Bedock *et al.*, qui initia une ambitieuse enquête par questionnaires (plus de 1 300) et par entretiens auprès de Gilets jaunes rencontrés sur les ronds-points et dans les manifestations de quelques grandes villes, du 24 novembre 2018 au 20 avril 2019 (BEDOCK *et al.*, 2019). On mentionnera aussi l'ethnographie d'un rond-point lyonnais par Jean-Baptiste Devaux *et al.* (2019), ainsi que le travail piloté par Jean-Yves Dormagen et Geoffrey Pion sur Dieppe (*Le Monde*, 28 décembre 2018).

sens pour des journalistes soucieux de refléter la *réalité* du mouvement, d'en traduire la diversité, d'en mesurer avec justesse le poids. Mais peut-on se satisfaire, dans une perspective de construction (et de délimitation) d'un objet de recherche, de cette séparation entre *réalité en soi* et *réalité reflétée* par les médias ? Voilà presque trente ans, Patrick Champagne (1990) démontrait que les manifestations de rue étaient désormais souvent des manifestations *de papier*, organisées autour et à partir des grammaires médiatiques sur la base desquelles il en serait rendu compte. Les manifestants, écrivait-il alors, ont de plus en plus en tête les catégories et les formats journalistiques : ils cherchent moins à faire pression sur le pouvoir d'État qu'à sensibiliser l'opinion publique, ce qui suppose de se caler sur les critères médiatiques définissant la bonne manifestation ou la manifestation légitime. Le phénomène alors entrevu n'a fait que se confirmer depuis : les médias ne sont pas des acteurs extérieurs au jeu politique venant rendre compte *après la bataille* d'un affrontement dont ils seraient simples observateurs. La médiatisation n'est ni *extérieure* ni *ultérieure* à la manifestation, elle ne vient pas après coup en livrer une vision dont il s'agirait de discuter la fiabilité. La médiatisation est une dimension intrinsèque du mouvement social.

Depuis le travail pionnier de Patrick Champagne, le lien entre l'événement et sa médiatisation n'a fait que se renforcer. Du fait de la capacité des acteurs à anticiper la réception des médias, du fait aussi de la capacité de ces derniers (en particulier les médias audiovisuels) à donner à voir l'événement en direct et en continu, la relation entre l'événement et sa médiatisation s'est considérablement complexifiée au point de rendre largement artificielle toute distinction entre ces deux registres.

Un exemple pour illustrer ce que l'on désignera comme *illusion référentielle*, cette croyance erronée en un système de séparation et de correspondance terme à terme entre *événement signifié premier* et *médiatisation signifiante et seconde* : c'est celui fourni par les *porte-parole*

des Gilets jaunes. Les médias n'ont pas ici *pris acte* de l'existence de porte-parole désignés par le mouvement et auxquels, par respect pour celui-ci, ils auraient accepté de donner la parole. Ils ont vainement attendu des porte-parole qui, faute d'institution à même de les désigner, n'existaient pas vraiment, et ils ont fini par se satisfaire d'une désignation extrêmement approximative, entre auto-désignation, désignation locale, désignation par les réseaux sociaux ou... par les médias eux-mêmes. Le modèle classique qui veut qu'une institution ait le pouvoir de désigner en son sein des porte-parole qui *ensuite* s'adresseront aux médias permettrait de conférer à ceux-ci une double légitimité, puisque le porte-parole était reconnu comme tel à la fois par l'institution et par les médias. Rien de semblable ici : des porte-parole surgissent d'un contexte instable, liquide pour reprendre l'expression à la mode, ils sont aussitôt désavoués, contestés, remis en cause, au terme d'une compétition dont les médias sont sans doute les arbitres les plus décisifs.

On pourrait faire la même analyse de beaucoup d'éléments constitutifs du phénomène Gilets jaunes. On a parlé de BFMisation de l'information (Devars, 2015) pour désigner l'importance prise par les chaînes d'information continue, à la fois chambre d'écho de ce qui se passe sur le terrain et terrain à part entière : de ce mouvement-là et de ces chaînes-là, on ne sait trop lequel soutient et fabrique l'autre... Mais il est évident que chacun s'est nourri de l'autre, par-delà les exaspérations manifestées (et sur lesquelles nous reviendrons) : les chaînes d'info continue ont donné au mouvement une visibilité exceptionnelle, imposant samedi après samedi une dramaturgie très « spectaculaire » ; les Gilets jaunes ont en sens inverse consacré ces chaînes comme les mieux armées pour suivre « heure-par-heure » l'évolution du mouvement.

Comment le chercheur peut-il alors affronter le défi que constitue cette dualité problématique entre le « terrain » et sa « représentation » ? S'en tenir à l'analyse des contenus médiatiques

pour rendre compte du mouvement, c'est sans doute confondre analyse sociologique et cadrage journalistique, c'est se résoudre à réduire le mouvement à ce qui en est dit et montré dans les médias, c'est par exemple accepter la focalisation sur les débordements violents (des Champs-Élysées en particulier) au détriment des manifestations plus paisibles, au motif que ces dernières ne font pas la une. C'est sans doute, et c'est-là une critique que nous ne pouvons ignorer, risquer de passer à côté de certaines des dimensions les plus significatives de ce mouvement. Toute la tradition sociologique (et politologique) s'est au demeurant construite contre ce réductionnisme : le social n'est pas ce que l'on voit à la télévision ! Et la réalité des Gilets jaunes n'est pas réductible à ce que BFM choisit d'en montrer. Mais à l'inverse il y a sans doute quelque illusion à prétendre saisir la vérité ultime du mouvement dans l'obscurité de ses manifestations « de terrain », celles-là mêmes que les médias ignorent ou négligent. C'est oublier que la logique interne de ce mouvement, sans doute du fait de la défiance affichée à l'égard des institutions et des pouvoirs publics, l'a d'entrée de jeu orienté vers les réseaux sociaux, les plateaux de télévision, les antennes de radio. Les Gilets jaunes sont aussi un *mouvement de papier* qui vaut par l'encre qu'il fait couler et par les commentaires qu'il suscite sur les réseaux sociaux, au-delà par exemple du nombre de manifestants. Si donc le mouvement n'est pas réductible à son expression médiatique, si multiple soit-elle, il ne se comprend pas sans elle.

Les remarques précédentes plaident pour une triple investigation :

- celle des manifestations sur le terrain, des occupations de ronds-points, des réunions organisées dans le cadre du Grand Débat ;
- celle de ce terrain virtuel que sont les réseaux sociaux (forums, messages et vidéos mis en ligne par les leaders du mouvement...);

- celle enfin de la couverture médiatique du mouvement (reportages, commentaires, débats télévisés ou radiophoniques, et bien sûr presse écrite).

Car s'il arrive que ces trois univers interfèrent et se croisent, s'ils interagissent en permanence, ils n'en constituent pas moins trois ordres de réalité empirique qui appellent des formes différentes de recueil de données : observation ethnographique et entretiens *vs* analyse de corpus ? Analyse lexicale des commentaires sur les réseaux sociaux *vs* sociographie des manifestants en chair et en os ? Toute la panoplie des méthodes des sciences sociales pourrait être déployée (et il faut espérer qu'elle le sera) face à un objet aussi multiple et protéiforme ; mais serait-elle suffisante pour rendre compte d'un mouvement qui, par quelque bout qu'on le saisisse, toujours se dérobe ?

Le choix qui a été fait ici a consisté à travailler à partir d'un support médiatique, la presse écrite quotidienne. En choisissant de privilégier, sans exclusive, deux quotidiens nationaux (*Le Monde* et *Libération*) et un quotidien régional (*Ouest-France*)<sup>2</sup>, nous pouvons prétendre saisir le mouvement dans ses multiples territorialités : Paris-province, Champs-Élysées et ronds-points de villes moyennes, plateaux de télévision et réseaux sociaux... De tels déplacements sont particulièrement indispensables ici. Car le mouvement, c'est le moins qu'on puisse en dire, est multiple et protéiforme. La presse a rendu compte au jour-le-jour du mouvement, à diverses échelles. Elle a témoigné des manifestations, elle s'est déplacée sur les ronds-points, elle a suivi les réseaux sociaux,

---

2. Le pari d'une sociologie « à chaud » est aussi celui d'un corpus non systématique. D'autres organes de presse seront cités au fil de la démonstration, sans souci par exemple de représentativité en fonction de l'orientation politique. Nous emprunterons aussi aux documentaires télévisés, par exemple *Les Gilets jaunes, la fabrique de la révolte* (Florent Maillet et Maxime Darquier) diffusé sur France 5 le 17 novembre 2019 ; ou bien la série *Des femmes en colère* diffusée le 4 novembre sur France 3.

elle a rendu compte de ce qui se passait sur les plateaux de télévision... Elle a longuement donné la parole aux Gilets jaunes, aux visibles et aux invisibles, tout comme elle a donné la parole aux interlocuteurs du mouvement, à ses cibles, à ses adversaires, à ses alliés<sup>3</sup>. Tout cela s'est effectué conformément aux canons journalistiques, que nous nous réservons bien sûr la possibilité d'interroger de façon critique, mais qui font aussi sens pour le chercheur. Car enfin, avec toutes les précautions d'usage, il nous a semblé que l'on pouvait puiser là dans un matériau exceptionnel pour qui prenait le temps de l'interroger<sup>4</sup>. Et cela en traitant la presse comme *source* autant que comme *objet* (notre objet principal, ce sont bien les Gilets jaunes, pas les journalistes). Par un tel choix, nous nous tenons à distance d'une posture critique qui considère que l'étude des contenus de presse ne permet jamais d'étudier que la presse elle-même (cadres, contraintes, idéologies...). Nous faisons le pari d'une possible *transitivité* : derrière le discours journalistique, il y a bien une réalité sociale, et l'on peut saisir celle-ci à partir de celui-là<sup>5</sup>. Ce pari, qui fait écho aux thèses dites « continuistes » pour penser la relation entre investigation journalistique et analyse sociologique (Bastin, 2016), n'est évidemment pas celui de la naïveté. Il nous faudra en effet à tout moment étudier la façon dont ce mouvement se trouve journalistiquement cadré, pris en quelque sorte dans les standards d'une écriture journalistique qui le configure d'une certaine façon (et qui, ce faisant, le fait advenir auprès de son lectorat sous une forme particulière qu'il nous faudra aussi interroger). Nous serons donc amené à prendre la presse

3. Sur la place du discours « rapporté » dans le discours de presse écrite, voir CHARAUDEAU, 1997 ; RINGOOT, 2014.

4. Sur le défi lancé par ce mouvement aux journalistes professionnels, voir BOURMEAU, 2019.

5. Nous avons évidemment été particulièrement attentif aux « témoignages » des Gilets jaunes recueillis par les journalistes : récits de vie, portraits, simples réactions saisies au vol...



aussi comme objet. Mais cette vigilance ne vaut-elle pas pour toutes les méthodes ? L'entretien rétrospectif, même l'observation ethnographique, présentent des biais dont le chercheur doit avoir conscience. Jamais la réalité sociale ne se donne à voir telle quelle.

## UN OBSTACLE : UN MOUVEMENT INSAISSISSABLE

C'est la principale caractéristique de ce mouvement très faiblement institutionnalisé que de décourager toutes les tentatives pour le penser dans sa globalité ou simplement pour le caractériser. Certes, tout mouvement social juxtapose des revendications plurielles, pour ne pas dire contradictoires ; mais c'est précisément le rôle des organisations et des organisateurs que de faire tenir ensemble, au prix d'une ambiguïté plus ou moins assumée, ces contradictions. L'enquête sociologique permet alors de révéler ce qu'un slogan unique et une unité d'action savamment mise en scène par les porte-parole institutionnels peuvent masquer de différences, de malentendus, de dissensus. La fabrique du « nous » (c'est un enseignement classique des sciences sociales) est toujours un artifice, elle masque la violence d'une construction arbitraire et d'un rapport de force. Mais cet arbitraire originel finit par s'oublier lorsque les dispositifs institutionnels prennent en charge efficacement la mobilisation. Des leaders prennent la parole, des institutions s'expriment par la voix de porte-parole, une rhétorique se stabilise, des argumentaires et des procédures s'imposent... La fiction du « nous » devient réalité le temps du mouvement, et tout se passe comme si le collectif agissant avait quasiment *par nature* le degré de consistance qui lui permet de revendiquer, de manifester, de parler... Toute mobilisation, en ce sens, est performative : elle fait advenir dans la vie sociale le groupe dont elle prétend exprimer les revendications mais qu'en réalité elle construit. Ce fut vrai hier de groupes comme la nation, le peuple ou le prolétariat, ça l'est encore aujourd'hui de tous ces collectifs pour qui

revendication rime toujours avec reconnaissance (les femmes, les profs, les homosexuels, les Bretons ou les Basques...).

Cette alchimie performative fait toutefois rarement l'économie d'un appareillage institutionnel fourni par exemple par les syndicats, les associations, les partis politiques. Or, rien de tel ici. La réalité sociologique des Gilets jaunes a toujours semblé déborder et contredire les tentatives faites pour réduire le mouvement à une cause, une revendication, une doctrine, un mot d'ordre, un-e porte-parole, un-e leader, un mode d'action. Peut-on, selon une métaphore proposée par Zygmunt Bauman (2013), parler de mouvement *liquide*? À cette vision extrême, il faut opposer que la mobilisation a gagné en consistance au fil des semaines. L'expression *Gilets jaunes* a « pris », elle s'est imposée, figée en ce que les linguistes appellent une « formule » (Krieg-Planque, 2009). Comment une telle solidification a-t-elle été possible?

La faible institutionnalisation du mouvement s'est trouvée en réalité compensée par deux choses. D'une part le travail incessant des commentateurs cherchant à cerner, décrire, expliquer ce qui apparaissait à leurs yeux comme un phénomène singulier<sup>6</sup>. Le mouvement (au singulier) *des* Gilets jaunes (au pluriel) existait d'abord, pour ces commentateurs, comme énigme à élucider. Les historiens nous ont habitué à prendre la mesure de l'importance des regards rétrospectifs et/ou surplombants dans la fabrication d'« événements » rarement vécus comme tels par ceux qui, aux premières loges, en furent les acteurs ou les témoins directs. Seul l'éloignement temporel (ou géographique) permet de donner cohérence à une accumulation de phénomènes sociaux (pensons à ces fausses évidences que furent la « Seconde Guerre mondiale », le « printemps arabe », ou la « Révolution française »). À grand

6. Voir, dans *Le Monde* du 28 décembre, sous le titre évocateur : « Les Gilets jaunes ne sont pas un rassemblement hétérogène », la tentative réalisée par les chercheurs Jean-Yves Dormagen et Geoffrey Pion pour donner cohérence, au terme d'une enquête menée à Dieppe, à un mouvement social selon eux moins éclaté qu'il n'y paraît.

renfort d'éditoriaux, de chroniques, de débats, les commentaires médiatisés (et « autorisés ») ont en ce sens incontestablement contribué à fabriquer *de l'extérieur* les Gilets jaunes, condamnant parfois les principaux intéressés à une quasi-dépossession d'eux-mêmes. Une sociologie plus ou moins sauvage a ainsi produit le stéréotype du Gilet jaune périurbain ou rural, peu diplômé, salarié modeste ou indépendant en situation fragile<sup>7</sup>...

N'exagérons pas cette dépossession : les principaux acteurs de l'événement ont aussi eu leur mot à dire dans cette affaire. Ainsi le simple fait de porter ou d'arborer le gilet jaune, objet-totem de la sorte surchargé en significations, a-t-il pu se lire comme le choix sans ambiguïté de se lier symboliquement avec d'autres manifestants par-delà les distances géographiques et sociales. Si l'on ajoute à cela les discours des intéressés sur leur propre mouvement, leur volonté de faire advenir le mouvement comme phénomène national, on comprend comment la catégorie « Gilets jaunes » a pu s'imposer sur le mode de l'évidence. On peut mettre des guillemets à l'expression, comme pour prendre ses distances à l'égard d'un mouvement dont on veut à tout prix rappeler qu'il est aussi fait de langage, on peut au contraire mettre une majuscule, comme pour solenniser son entrée dans l'Histoire (re-majuscule) : mais dans tous les cas, l'expression est bien là, et elle a pour elle l'évidence d'une histoire politique en train de se faire sous nos yeux et presque déjà objectivée.

Jusqu'où est-on en droit de parler *du* mouvement des Gilets jaunes plutôt que *des* mouvements de Gilets jaunes ? Et de préférer le singulier (et la singularité) d'un label à la pluralité des

---

7. Camille Bedock *et al.* (2019) nuancent ce stéréotype sans l'invalider totalement. Ils dénombrent dans leur échantillon de plus de 1 300 personnes 57 % d'hommes et 43 % de femmes, beaucoup d'ouvriers, d'employés, de professions intermédiaires et de petits indépendants confrontés à l'expérience de la précarité (un quart de l'échantillon interrogé déclare vivre dans un foyer disposant d'un revenu inférieur à 1 200 euros, la moitié à 2 000 euros). Peu de jeunes, peu de cadres... beaucoup de chômeurs (16 % pour une moyenne nationale de 10 %).

appropriations changeantes au gré des territoires, des terrains, des publics, et du calendrier ? Il y a un risque à se laisser griser par ce singulier. Toute tentative pour appréhender *le* mouvement bute en effet sur l'impossibilité d'en tracer les frontières. Le simple fait d'arborer ledit gilet constitue un critère éminemment fragile. Ne doivent pas être sous-estimées les nuances qui séparent ceux qui portent le gilet et qui agissent collectivement (manifestations, occupations...), ceux qui témoignent de leur sympathie pour le mouvement, par exemple en exhibant dans leur voiture un gilet qu'ils n'iront pas forcément jusqu'à porter, et ceux qui déclarent dans les enquêtes « comprendre » un mouvement dont les revendications font écho à leurs propres préoccupations... Dès lors qu'il ne se trouve aucune institution pour tracer une frontière formelle entre le dedans et le dehors, on se trouve face à une série de cercles concentriques qui rendent extrêmement difficile l'appréhension scientifique (ou même journalistique) de la catégorie.

Encore cette vision concentrique doit elle être elle-même nuancée : on peut lui opposer une vision plus classiquement typologique pour distinguer les diverses composantes de la mobilisation, par exemple en fonction du lieu (Paris/province) de celle-ci. On constate alors que si la mise en scène télévisuelle consacre la centralité parisienne du mouvement, rien n'autorise à considérer les Champs-Élysées comme le lieu sociologiquement le plus pertinent pour comprendre les Gilets jaunes. Quand, en province, certains manifestants déclarent ne pas se reconnaître dans les débordements parisiens « vus à la télé », ils posent une vraie question : celle du centre de gravité d'un mouvement a-céphale, réticulaire, et faiblement structuré. À cette question, ni les journalistes ni les sociologues ne sont capables de répondre...

Cet éparpillement territorial se double d'un éparpillement quant au répertoire d'action (Tilly, 1986). Les Gilets jaunes des ronds-points ne sont pas tout à fait les Gilets jaunes des manifestations, qui eux-mêmes ne sont peut-être pas ceux des

réseaux sociaux. Les données disponibles donnent à voir des nuances quant au profil des uns et des autres<sup>8</sup>.

L'éparpillement est enfin temporel. Rappelons en effet que la mobilisation s'est transformée au fil des semaines, et que les Gilets jaunes de novembre ne furent pas ceux de février<sup>9</sup>. Le chassé-croisé entre militants de la première heure lassés ou découragés, et ralliés de la dernière heure venant s'agréger à un mouvement déjà existant, est difficile à évaluer. Dans quelle mesure doit-on considérer comme faisant partie du mouvement les petits groupes de casseurs et de *black blocs* (ceux par exemple du 16 mars) ? Comment de même évaluer le degré de participation des Gilets jaunes au Grand Débat... ? Que le second ait fait suite à la mobilisation des premiers, c'est une évidence chronologique et politique ; mais sociologiquement, rien ne prouve que les revendications exprimées lors du Grand Débat, dans les cahiers de doléances, concernent les mêmes publics que le mouvement né sur le terrain et les réseaux sociaux. Pour l'analyste, cette incertitude constitue un défi que la lecture de la presse, pour le coup, ne permet pas de lever. Et la stabilisation lexicale du mouvement en une catégorie (« les Gilets jaunes ») apparaît alors clairement pour ce qu'il est : un artifice rhétorique visant à unifier un mouvement pluriel, selon un mode de simplification qui au fond arrange tous le monde, ceux qui s'en réclament, ceux qui l'observent, ceux qui le combattent, mais que rien n'est encore venu valider empiriquement.

- 
8. Comparant les occupants de ronds-points et les manifestants, Camille Bedock *et al.* notent une plus forte présence, parmi les seconds, des femmes, des enseignants, des catégories supérieures, des militants expérimentés, avec une sensibilité plus à gauche, moins « dégagiste ».
9. Camille Bedock *et al.* (2019) suggèrent que le profil des Gilets jaunes a évolué au fil des semaines (augmentation de la proportion des militants). Tout laisse penser de même que les participants au Grand Débat national n'avaient pas le même profil que les Gilets jaunes de la première heure (JEANPIERRE, 2019, p. 51).

## UNE HYPOTHÈSE : LA DÉS-INSTITUTIONNALISATION

Notre ambition au regard de toutes ces difficultés est de malgré tout tenter d'analyser ce mouvement singulier (et au singulier) en le mettant en lien avec les évolutions lourdes du champ politique observables, en France comme dans d'autres démocraties comparables, depuis quelques années. Si le mouvement des Gilets jaunes a surpris par son ampleur et sa radicalité, il ne surgit en effet pas de nulle part. Notre hypothèse est qu'il s'inscrit dans un contexte de *déclin des institutions*. Ce déclin avait été diagnostiqué par exemple en France par François Dubet dès 2002 à l'échelle de l'État-providence. Selon cet auteur, le « programme institutionnel » dont l'État était porteur s'était solidifié au fil du XX<sup>e</sup> siècle au point de bénéficier d'une légitimité exceptionnelle. Il était symbolisé par une institution en particulier : l'école. Dispositifs de prise en charge des individus, socialisation au prix d'une violence symbolique assumée, définition stricte de rôles légitimés en référence à des grandeurs indiscutées (le savoir, la culture, l'éducation...), l'école était *l'institution* par excellence. Au-delà du contexte scolaire, la France d'après-guerre pouvait être décrite comme une société saturée d'institutions. Les individus y étaient en permanence adossés à des rôles qu'ils s'efforçaient d'endosser aussi bien que possible, que ce soit au travail, en famille, à l'église, au syndicat, au parti... Dans cette société d'institutions, la problématique dominante était celle de *l'exemplarité* par rapport aux normes sociales qui cadraient les rôles et traduisaient l'emprise des institutions sur les individus. Au niveau politique, la théorie des rôles sociaux fournissait alors aux chercheurs une matrice remarquablement efficace pour rendre compte des métiers d'élus locaux, de parlementaires, de ministres, ou même pour rendre compte des rôles beaucoup moins professionnalisés comme celui de militant. On pouvait presque alors parler du rôle de citoyen : injonction

à participer aux élections, à suivre les campagnes et les soirées électorales, à se positionner sur l'axe droite-gauche... Certes, on butait ici sur un cas-limite, car en pratique beaucoup d'individus résistaient à cet enrôlement, et l'injonction à devenir un citoyen exemplaire restait dans bien des cas lettre morte. Mais cela ne remettait pas en cause le modèle dans son ensemble : la politique se faisait au sein des institutions, on y agissait depuis des rôles sociaux prescrits, et selon des normes sociales.

Mai 68 a constitué, au regard de cette logique, à la fois un point de bascule et une parenthèse. Une parenthèse car en apparence, le jeu institutionnel, un temps bousculé par les revendications libertaires de la rue, s'est rapidement recomposé. Ces revendications ont été prises en charge par des formations politiques (PSU, PS) qui sont devenues des partis de gouvernement, autrement dit des institutions inscrites au cœur du champ politique. Au niveau sociétal, elles ont nourri les transformations d'un capitalisme ouvert au développement de nouveaux marchés liés aux valeurs post-matérialistes (culture, épanouissement personnel...), marché qui lui-même s'adapta au format institutionnel (associations, entreprises, médias, collectivités locales, ONG...). Nul doute pourtant que Mai 68 fut aussi un point de bascule vers ce que d'aucuns (de Singly, 2005) ont appelé une *seconde modernité* marquée par un rapport aux institutions (y compris les plus classiques) relativement inédit. Revanche de l'individu sur la norme ? L'humeur anti-institutionnelle obligeait les institutions à revoir leur mode de fonctionnement. La violence symbolique était interrogée, comme les grandeurs indiscutées dont ceux qui l'exercent se réclamaient. Les luttes sociales de la décennie 1970 remettaient en cause la famille, l'école, et toutes les figures d'autorité désormais invitées à un examen de conscience inédit. La relation professeur/élève, tout comme la relation médecin/malade ou la relation patron/salarié perdait en naturalité : elle ne disparaissait évidemment pas, mais elle allait être soumise à la critique systématique, interrogée dans

ses fondements ultimes, obligeant les dominants à se justifier et à faire preuve de réflexivité.

Alors, les Gilets jaunes ? Il est possible de penser ce mouvement comme marquant (ou comme symbolisant) une évolution significative au plan de la remise en cause des institutions. Comme en 68, mais plus directement encore, ce mouvement né hors institutions, méfiant à l'égard de tout ce que les mouvements sociaux ordinaires sont à même d'attendre des institutions militantes (une doctrine, une grammaire, un lexique, des savoir-faire, des porte-parole...), va exprimer sa colère dans les termes crus de l'expérience vécue. Plus encore qu'en 68, il va exprimer une méfiance systématique à l'égard de toute forme de récupération par quelque institution que ce soit. Mais surtout, à la différence de 68, il va se confronter à un pouvoir politique qui entretient lui-même un rapport distancié à la grammaire institutionnelle. Les soixante-huitards affrontaient et contestaient un monde social corseté par des institutions rigides, fonctionnant sur le principe de la reproduction à l'identique, et que de Gaulle vieillissant avait fini par incarner jusqu'à la caricature. En 2018, les manifestants ont face à eux un pouvoir politique *lui-même* travaillé par l'individualisation, lui-même issu d'une critique des institutions. La métaphore baumanienne de la société *liquide* appelle évidemment des nuances, mais l'idée est bien là, pour évoquer les Gilets jaunes, d'un affrontement qui se fait moins que par le passé *d'institution à institution* et davantage *d'individu à individu*. Côté mobilisés, tous les observateurs ont souligné l'absence des syndicats, la défiance à l'égard des partis, le refus du clivage droite-gauche, plus généralement le désir de faire masse à partir des réseaux sociaux et en occupant physiquement le terrain, tout cela sans passer par l'institutionnalisation. Côté pouvoirs publics, le président Macron et lui seul, ou presque. Le dialogue démocratique ou républicain, construit au fil des décennies comme un dialogue d'institution à institution ou de rôle à rôle (leaders syndicaux contre gouvernement, pour se



contenter d'une configuration classique), s'est ici trouvé réduit à un dialogue d'individu à individu. D'un côté des manifestants en colère exprimant des mécontentements liés au ressenti de leur vie quotidienne, occupant les espaces qui leur sont familiers (ronds-points, centres commerciaux), refusant tout formatage institutionnel de leur parole ou de leurs sentiments, prompts à désavouer quelque porte-parole que ce soit ; de l'autre un président ciblé dans sa personne, mais ayant lui-même incité à l'individualisation de la relation politique en bousculant, au stade de sa campagne présidentielle, le « système politique<sup>10</sup> ». On rejoint ici Rémi Lefebvre lorsqu'il invite à considérer les Gilets jaunes et Emmanuel Macron comme « les deux faces d'une même pièce, celle de l'affaiblissement de l'ordre partisan et des organisations traditionnelles » (2019b, p. 153) ; ces deux acteurs « ont subverti et déstabilisé le système politique : par le haut pour le mouvement d'Emmanuel Macron, par le bas pour les Gilets jaunes ». Sans doute le parallèle s'arrête-t-il là : « Personnalisation très forte autour d'un leader d'un côté, refus de tout leadership et mise en cause du principe même de représentation de l'autre » (*ibid.*, p. 154). Il n'en est pas moins troublant.

D'un côté un mouvement social qui additionne des souffrances atomisées ; de l'autre un pouvoir politique réduit à une figure individualisée. Le face-à-face de la sorte construit est, qu'on le veuille ou non, inédit.

---

10. Jean-Claude Kaufmann (2019) note avec justesse que le « dédagisme », défini comme composante de ce qu'il appelle « l'hyperdémocratie », fut un des axes de la campagne d'Emmanuel Macron.